



MONDE

CRISE BIÉLORUSSE

Dans le dur et dans la durée

La candidate malheureuse à la présidentielle du 9 août, Svetlana Tsikhanovskaïa, n'a pas obtenu lundi à Bruxelles le soutien des Vingt-Sept qu'elle espérait. A Minsk et dans d'autres grandes villes du pays, la répression s'intensifie, sans parvenir à étouffer un mouvement de contestation déterminé.

Par
VERONIKA DORMAN

La révolution biélorusse s'enlise-t-elle ? Depuis sept semaines, des manifestations quotidiennes, et monstres le week-end, se déversent dans les rues de toutes les villes du pays pour crier le refus d'un

scrutin frauduleux et le désir de changement. Depuis bientôt deux mois, les forces de l'ordre, fidèles au président contesté Alexandre Loukachenko, violentent, brusquent, interpellent indistinctement femmes et hommes, contestataires et

promeneurs, activistes et journalistes (*lire ci-contre*). Selon l'ONG de défense des droits de l'homme Viasna, 12300 personnes ont été arrêtées et plus de 250 affaires judiciaires sont en cours depuis



le début de la contestation, au lendemain du scrutin volé le 9 août par l'inamovible «Batka» à la candidate de l'opposition, Svetlana Tsikhonovskaïa.

Cette dernière, en exil à Vilnius, était lundi à Bruxelles pour plaider, devant le Parlement européen, la cause de son peuple, qui vit «depuis vingt-six ans sous la pression d'une dictature», qui a «dormi toutes ces années, mais maintenant [...] s'est réveillé». L'opposante est venue demander aux Européens de tenir leurs promesses, entre autres de «reconnaître que M. Loukachenko est illégitime» et d'«introduire des sanctions individuelles contre tous les individus impliqués dans les fraudes électorales et la répression politique».

RECOMMANDATIONS

Mais Svetlana Tsikhonovskaïa, qui a illustré son propos par des photos agrandies des places de Minsk noires de monde et des corps de manifestants torturés dans les prisons, est repartie bredouille. Les ministres européens des Affaires étrangères ne sont pas parvenus à s'entendre sur la nécessité de déclencher l'arsenal punitif. La question devra être tranchée par les chefs d'Etat au Conseil européen – initialement prévu jeudi et vendredi, mais reporté aux 1^{er} et 2 octobre pour cause de Covid –, avant une décision finale des ministres le 12 octobre.

«Il n'y a pas de débat sur la nécessité de sanctionner la Biélorussie. Mais c'est une malheureuse concordance des temps, qui fait que depuis le début du mois d'août et la présidentielle contestée en Biélorussie, il y a aussi un problème avec la Turquie. Il n'y a pas de débat sur la Biélorus-

sie, mais il y en a un sur la Turquie», précise Pascale Joannin, directrice générale de la fondation Robert-Schuman.

L'UE a prévu de sanctionner une quarantaine de personnes impliquées dans la répression de la contestation pacifique en Biélorussie, mais Chypre refuse de donner son accord tant que des mesures ne sont pas également prises pour forcer la Turquie à cesser ses forages gaziers dans ses eaux. Une décision retardée à son tour par l'Allemagne, qui la juge «inopportune» et de nature à mettre en péril sa médiation avec Ankara. Le Conseil des Affaires étrangères a toutefois adopté une série de recommandations sur la nécessité pour l'UE de revoir en profondeur ses relations avec la Biélorussie, en soulignant qu'«Alexandre Loukachenko n'est pas le président légitime du pays, une fois que son mandat en cours expirera le 5 novembre».

«Notre combat est seulement un combat pour la liberté, la démocratie et la dignité humaine, a scandé avec émotion Tsikhonovskaïa dans l'hémicycle. Loukachenko espère que notre contestation se tarira. Mais nous protesterons le temps qu'il faudra. Les semaines, mois, et même les années à venir, si besoin.» Et de fait, en Biélorussie, la révolte, loin de s'essouffler, semble s'installer durablement.

«Le régime a repris ses esprits», raconte la sociologue Ioulia Shukan, qui revient de plusieurs semaines sur le terrain. Depuis qu'il est devenu difficile de se réunir sur les places centrales, les rassemblements se sont déplacés dans les parcs et les cours entre les immeubles, prenant la forme de réunions ludiques entre voisins et d'ateliers pour enfants.

LISTE DE «FLICS»

Le week-end, les forces de l'ordre

intimident plus qu'elles n'entravent les marches, qui sont trop massives, même si les interpellations continuent. «Ils vont plutôt s'attaquer à un cortège de 50 personnes qui avancent vers le centre-ville, témoigne la chercheuse. Mais il y a une détermination à continuer à sortir dans la rue, même si les gens espèrent que d'autres facteurs, notamment la situation économique catastrophique, vont aussi précipiter la chute du régime.»

La résistance citoyenne se poursuit et prend des formes diverses. Le week-end dernier, une liste intitulée «Flics» a été publiée sur le web, contenant les noms, dates de naissance et grades de 2000 membres des forces de l'ordre à travers le pays. Ce tableau Excel s'ajoute à des canaux Telegram, tels que la «Liste des punisseurs du Bélarus», qui recense, depuis des semaines, les données personnelles – adresse, numéro de passeport, situation familiale – des policiers et Omon (forces antiémeutes) remarqués pour leur brutalité, ou des juges qui ont condamné des manifestants, avec photos d'identité et même de famille à l'appui... «Ça pourrait entraîner une prise de conscience et provoquer des défections, mais ça peut aussi renforcer la solidarité corporatiste», commente Ioulia Shukan, qui ne voit pas poindre pour l'heure dans cette entreprise le risque de vendetta populaire. ◆



**«Loukachenko
espère que notre
contestation se
tarira. Mais nous
protesterons le
temps qu'il faudra.»**

Svetlana Tsikhanovskaïa
opposante biélorusse, lundi
devant le Parlement européen





**L'opposante Svetlana
Tsikhanovskaïa manifeste
devant le Parlement
européen, à Bruxelles, lundi.**

PHOTO FRANCISCO SECO. AP